

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 05/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROTAC OUEST (P1)

ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie
BP 90322
22400 Lamballe-Armor

Références : 2024.274 - Recommandé n° 1A 201 646 9400 6
Code AIOT : 0005500091

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement PROTAC OUEST (P1) implanté ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 29/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTAC OUEST (P1)
- ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005500091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PROTAC OUEST P1 est un établissement spécialisé dans le travail et le traitement du bois sur la commune de LAMBALLE. Le site dispose :

- de 2 ateliers de traitement par autoclave composé de 3 autoclaves,
- d'une zone composé d'un bac de traitement par trempage,
- de 3 ateliers de travail du bois,
- plusieurs zones de stockage des produits.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Action n°1 : Identification des zones d'égouttage	Lettre du 05/06/2023, article Action n°1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Action n°2 : Autosurveillance	Lettre du 05/06/2023, article Action n°2	Demande d'action corrective	15 jours
5	Action n°3 : Plan des réseaux d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Action n°4 : Nettoyage	Lettre du 05/06/2023, article Action n°4	Demande d'action corrective	2 mois
7	Action n°5 : Campagne de prélèvements des eaux pluviales	Lettre du 05/06/2023, article Action n°5	Demande d'action corrective	3 mois
10	Dispositions générales - Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
11	Respect des valeurs limites d'émission des eaux pluviales	AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification soumise à examen au cas par cas	Code de l'environnement du 21/03/2022, article R.122-2 II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Piézomètre - Caractéristiques techniques	AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.3 - 4.3.12 a)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Action n°6 : Plan de gestion de l'impact dans les sols	Lettre du 05/06/2023, article Action n°6	/	Sans objet
9	Action n°7 : Esquisse piézométrique	Lettre du 05/06/2023, article Action n°7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats conformes relevés pour le dépôt de la demande d'examen au cas par cas accompagnée des compléments demandés dans le cadre de la nouvelle ligne de travail du bois et du nivellement des piézomètres, il est proposé de lever les mises en demeure du 7 octobre 2022 et du 22 novembre 2023.

En revanche, compte-tenu de nouveaux dépassements constatés sur les rejets d'eaux pluviales, la dégradation chronique des gouttières situées sur la zone de traitement des bois et l'absence de mise à jour du plan des réseaux d'eaux du site, il est proposé de prendre une nouvelle mise en demeure de respect de ces prescriptions.

Enfin, concernant la dalle d'égouttage (rétention de la zone de traitement par autoclave) et le réseau enterré de produit chimique de traitement des bois, il apparaît nécessaire de mettre en place un plan de surveillance du vieillissement de ces équipements afin de s'assurer de leur efficacité et de garantir leur pérennité dans le temps. Cette surveillance fera donc l'objet d'une proposition ultérieure d'arrêté préfectoral complémentaire de prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification soumise à examen au cas par cas

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/03/2022, article R.122-2 II
Thème(s) : Autre, Examen au cas par cas
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

II. - Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas. [...]

Constats :

Suite au dépôt d'un dossier de porter à connaissance pour le projet de l'installation d'une nouvelle ligne de travail du bois, une demande de compléments avait été adressée à l'exploitant en date du 22/01/2021 pour compléter son dossier sur le volet risque et de déposer une demande d'examen au cas par cas puisque la modification demandée y était soumise.

Une demande d'examen au cas par cas a été déposée le 09/06/2023. Cette demande ne disposant pas des compléments demandés sur l'étude de danger, notamment le risque incendie, une nouvelle demande de compléments a été adressée à l'exploitant le 27/06/2023. L'exploitant a alors retiré sa demande d'examen au cas par cas le 30/06/2024.

Lors de l'inspection, les compléments et la demande d'examen au cas par cas n'avaient toujours pas été déposés.

Au cours de la visite, le bureau d'études a transmis le dossier à l'exploitant. Post-inspection et après validation du dossier par l'exploitant, celui-ci a transmis à l'inspection le 27/05/2024 son dossier de porter à connaissance complété ainsi que la demande d'examen au cas par cas.

Il est donc proposé de lever la mise en demeure du 07/10/2022.

Au cours de l'inspection et des échanges post-inspection, une réunion sur site avec le SDIS a été proposée pour recueillir leur avis suite aux nombreuses modifications du site, notamment avec la nouvelle ligne de travail du bois, l'augmentation du volume de stockage du bois et la couverture de l'ensemble de ces stockages.

De plus, l'exploitant a fait part de son projet de modifier son mur coupe-feu au niveau du bâtiment abritant le bac de traitement afin qu'il soit débordant en toiture et sur les côtés pour séparer la partie traitement de la partie travail du bois initial et éviter ainsi une transmission par les toitures d'un éventuel incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Piézomètre - Caractéristiques techniques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.3 - 4.3.12 a)

Thème(s) : Risques chroniques, Nivellement des piézomètres

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2023

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 26/02/2024

Prescription contrôlée :

Article 4.3.12. Surveillance des eaux souterraines

a) Réseau de surveillance

L'exploitant assure la surveillance de la qualité des eaux souterraines à partir des 4 piézomètres présents au sein de son établissement.

Les piézomètres doivent être nivelés en mètre NGF par un géomètre, de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages.

L'exploitant surveille et entretient les piézomètres de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. Les têtes des piézomètres sont capuchonnées et cadénassées.

Les piézomètres sont rendus accessibles en permanence. Ils sont clairement matérialisés pour pouvoir les repérer facilement sur le site.

Constats :

Par courrier du 21/12/2023, l'exploitant a transmis :

- le plan de nivellement des piézomètres par géomètre ;
- l'esquisse piézométrique établie suite aux mesures réalisées le 07/12/2023 ;

Lors de la visite sur site, il a été contrôlé les piézomètres Pz2 et Pz3. Il a été constaté la présence de la mise en place du repère de nivellement sur la tête des piézomètres via une encoche distincte dans le tube PVC.

Il est donc proposé de lever la mise en demeure du 22/11/2023.

Concernant la déclaration IOTA de ces ouvrages (rubrique 1.1.1.0), l'exploitant devra se renseigner auprès de la DDTM 22 pour savoir s'ils ont bien été déclarés. Si ce n'est pas le cas, il devra effectuer cette déclaration pour régulariser sa situation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Action n°1 : Identification des zones d'égouttage

Référence réglementaire : Lettre du 05/06/2023, article Action n°1

Thème(s) : Risques chroniques, Zonage

Prescription contrôlée :

1. Il est recommandé de faire apparaître clairement sur site les zones de stockages dédiées à l'égouttage des bois traités et que celles-ci soient les plus proches des installations de traitement.

Échéance : immédiat

Constats :

L'exploitant a indiqué que la zone impactée n'est plus utilisée comme aire d'égouttage. Elle est utilisée uniquement pour le stockage de bois sec.

Des consignes ont été données au personnel et un affichage du plan des aires d'égouttage a été fait au niveau du local des autoclaves. Une copie de ce plan a été remise à l'inspection lors de la visite.

En revanche, il n'a pas été constaté la mise en place d'une signalétique permettant de distinguer clairement sur site les aires d'égouttage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra compléter son action par la mise en place, sous un délai de 2 mois, d'une identification claire sur site de ces zones d'égouttage (panneaux, marquage, code couleur...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Action n°2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Lettre du 05/06/2023, article Action n°2

Thème(s) : Risques chroniques, Registre

Prescription contrôlée :

PROTAC a mis en place un contrôle régulier (tous les 15 jours) du regard d'eaux pluviales défectueux /.../

2. Il est recommandé de formaliser ce contrôle par la tenue d'un registre, voire de passer ce contrôle à une fréquence hebdomadaire.

Echéance : immédiat

Constats :

L'exploitant a informé qu'un registre a été mis en place informatiquement par le responsable de la station de traitement sur site comprenant les informations suivantes : Date - Qui - signature - observations.

Suite à l'arrêt maladie du responsable, ce suivi n'a pas été repris.

<p>L'exploitant a fait le choix de rester sur une fréquence de 15 jours avec augmentation de la surveillance en cas de doute.</p> <p>La surveillance réalisée consiste en un prélèvement d'eau sur le point de rejet EP 1 avec contrôle de l'odeur et de la couleur de l'eau prélevée.</p> <p>Le registre papier a été consulté et une copie a été remise sur site à l'inspection. Il indique une surveillance du 13/01/23 au 14/12/23.</p> <p>La fréquence n'est pas toujours respectée et l'exploitant n'a pas retrouvé un éventuel contrôle depuis le début de l'année.</p> <p>Un prélèvement a été réalisé le jour de la visite. L'eau prélevée avait une odeur d'égout sans odeur de produit chimique de traitement et avait une couleur jaunâtre (pas de couleur bleue détectée).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit remettre en place la surveillance visuelle de ces rejets d'eaux pluviales au point EP1 en veillant au respect de la fréquence.</p> <p>Il devra également mettre en place une procédure écrite indiquant notamment les personnes en charge de la surveillance (un titulaire et un remplaçant) et en précisant comment réaliser le prélèvement. Il veillera également à détailler les observations du prélèvement (odeur, couleur) et non juste à renseigner la mention RAS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Action n°3 : Plan des réseaux d'eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etude approfondie des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p>

L'action n°3 du plan d'actions, en date du 05/06/2023, pour la gestion de la pollution constatée en 2021 stipule :

"Il est donc recommandé de réaliser avant tout une étude approfondie du réseau d'eaux pluviales du site, via le repérage préalable de l'ensemble des regards, grilles, collecteurs, bordures, bâtiments, piézomètres... sur un plan topographique ainsi que les profondeurs des fils d'eau, puis d'effectuer un traçage à la fluorescéine, afin de comprendre exactement les connexions entre regards / avaloirs et points de rejet et s'assurer que l'ensemble des points de rejets est connu (ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle)."

Cela sous une échéance de 2 mois.

Le jour de la visite, le plan des réseaux n'avait pas été mis à jour. Suite à la découverte de 2 sorties supplémentaires du côté de la route départementale, l'exploitant a indiqué qu'il attendait les travaux de cet été pour mettre à jour son plan. En effet, il a indiqué qu'il est prévu pour le mois d'août de reprendre le réseau d'eaux pluviales provenant des gouttières afin de condamner les 2 points de sortie découverts et relier également EP2 au réseau général. L'objectif étant de n'avoir que le rejet EP1.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que cette mise à jour du plan des réseaux est attendu depuis longtemps.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délais de 3 mois, l'exploitant devra réaliser ses travaux de remise en état de son réseau d'eaux pluviales, réaliser les tests de repérage à la fluorescéine et mettre à jour son plan des réseaux. Il transmettra une copie de ce plan à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Action n°4 : Nettoyage

Référence réglementaire : Lettre du 05/06/2023, article Action n°4

Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux d'eaux pluviales

Prescription contrôlée :

4. Puis il est recommandé de faire réaliser un nouveau nettoyage complet de l'ensemble du réseau d'eaux pluviales du site.

Echéance : 3 mois

Constats :

L'exploitant a indiqué que le réseau d'eaux pluviales a été entièrement nettoyé en avril 2023. Depuis il n'y a pas eu de nouveau nettoyage car l'exploitant attend la réalisation des travaux prévu cet été sur le réseau.

L'exploitant s'est engagé à réaliser un nouveau nettoyage complet après les travaux de cet été.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant réalisera, sous un délai de 2 mois , un nettoyage complet de son réseau d'eaux pluviales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Action n°5 : Campagne de prélèvements des eaux pluviales

Référence réglementaire : Lettre du 05/06/2023, article Action n°5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. Suite à la découverte des points de rejets EP3 et EP4, PROTAC prévoit de faire réaliser également des prélèvements au droit de ces deux points lors de la prochaine campagne</p> <p>Il est recommandé de réaliser une grande campagne de prélèvement des eaux pluviales sur l'ensemble du site, en différents points de rejet et regards de collecte des eaux de ruissellement, afin d'identifier les zones de concentration de produits de traitement du bois.</p> <p><u>Echéance :</u> 4 mois</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant les points découverts EP3 et EP4, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas réalisé de prélèvement car ces points vont être supprimés lors des travaux de cet été. De plus, il a indiqué qu'aucun rejet n'avait été constaté sur ces sorties.</p> <p>La première campagne 2024 a été réalisée le 22/04/2024 aux points habituels (EP1 et EP2).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous un délai de 3 mois , l'exploitant devra réaliser comme annoncé les travaux de suppression des points de rejet EP3 et EP4 découverts et mettre à jour son plan des réseaux. Dans le cas contraire, il devra réaliser une campagne de mesures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Action n°6 : Plan de gestion de l'impact dans les sols

Référence réglementaire : Lettre du 05/06/2023, article Action n°6

Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués

Prescription contrôlée :

6. Il est recommandé, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, **de réaliser un plan de gestion des impacts identifiés dans les sols, basé sur un bilan coûts-avantages**. A cette fin, il conviendra de mener des investigations complémentaires sur les sols en vue de préciser les extensions horizontales et verticales des impacts mis en évidence en avril 2021 (afin de définir précisément des volumes de sols impactés).

Cette recommandation permettra de répondre à l'article 3 Plan de gestion de sols pollués de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires en date du 07 octobre 2022 :

Article 3: Plan de gestion de sols pollués

Conformément à l'article L.241-1 du Code de l'Environnement et de la note ministérielle d'avril 2017 relative à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, l'exploitant devra transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai de 2 mois, un plan de gestion de la zone impactée par la pollution au cuivre, identifiée dans le rapport sur la pollution accidentelle détectée le 30 mars 2021.

Echéance : 6 mois

Constats :

Par courriel du 21/05/2024, l'exploitant a transmis le rapport des investigations complémentaires réalisées du 15 au 17 janvier 2024 et la mise à jour du plan de gestion des impacts identifiés dans les sols, basé sur un bilan coûts-avantages.

Les investigations complémentaires sur les sols ont intégré la réalisation de 11 sondages (S12 à S22) à 4 m de profondeur maximum au droit de la cunette non étanche de récupération d'égouttures en vue de délimiter les pollutions observées en cuivre lors du diagnostic réalisé par SEREA en avril 2021.

Les investigations ont mis en évidence :

la présence de remblais sablo-graveleux en surface puis de limons argileux,
la présence d'une zone de pollution en cuivre au droit du site (surface estimée d'env. 1 350 m²) et d'une zone de pollution concentrée (surface estimée d'environ 525 m²).

Sur la base de ces données, considérant l'usage actuel du site (industriel) et l'absence de transfert de la pollution en cuivre vers les eaux souterraines, le schéma conceptuel met en évidence (en considérant la configuration actuelle du site soit sans mise en œuvre de mesure de gestion) l'absence de risques pour les usagers actuels du site et la population hors site.

Au regard de la nature de la pollution identifiée, 3 options de gestion techniquement envisageables de l'impact en cuivre dans les sols ont été étudiées :

- Option n°1 : Maintien du recouvrement au droit de la zone de pollution
- Option n°2a : Excavation et évacuation hors site des matériaux associés à la zone 1 (ensemble de la pollution)
- Option n°2b : Excavation et évacuation hors site des matériaux associés à la zone 2

(pollution concentrée)

Au regard du bilan coûts / avantages, l'option n°1 constitue une approche à privilégier considérant le type de pollution (impact en cuivre non lixiviable présent dans les sols entre 0,2 et 2,0 m), contenue dans les sols (absence d'impact dans les eaux souterraines), la localisation de la pollution sous bâti (couverture et présence de poteaux, de fondations et de réseaux) et au droit d'une zone d'activité dense.

Il conviendra, dans le cas où les options de gestion 1 ou 2b sont retenues, de :

garantir la pérennité du recouvrement de surface,

conserver en mémoire la présence d'un impact dans les sols au droit de la zone, en vue d'éventuels futurs projets d'aménagement ou de remaniement des sols,

garantir la prise en compte de cet impact dans le cadre de la cessation d'activité ou de la vente du site.

Suite à ces propositions, l'inspection a fait part de ces observations, à savoir :

- Est-ce que la dalle a été entièrement renouvelée (nombreuses fissures et dégradation constatées en 2021) ? L'exploitant a indiqué que la dalle n'avait pas été renouvelée mais que ce projet de rénovation était prévu pour cet été 2024. Une réfection complète de la dalle béton du haut au niveau des autoclaves est programmée. La rénovation de la zone basse n'est pas prévue car il n'y a plus d'égouttage aujourd'hui. Une réflexion de réorganisation avec un système de rack est en cours.
- Une surveillance et un entretien pour garantir la pérennité du recouvrement de surface (dalle et cunettes) sont-ils prévus ? L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de plan de surveillance mis en place.

Comme indiqué dans le plan d'actions, l'inspection a indiqué que la rénovation de la dalle était nécessaire ainsi que la mise en place d'un plan de surveillance du vieillissement de la dalle et du réseau enterré afin de s'assurer de leur efficacité et de garantir leur pérennité dans le temps.

Cette surveillance du vieillissement des rétentions de la zone de traitement par autoclaves (dalle et réseau) fera l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire de prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Action n°7 : Esquisse piézométrique

Référence réglementaire : Lettre du 05/06/2023, article Action n°7

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

7. Enfin, il est recommandé, concernant la surveillance des eaux souterraines, de réaliser systématiquement une esquisse piézométrique afin de s'assurer de la position hydraulique des ouvrages par rapport aux installations de traitement du bois et à la zone sols impactés identifiée. Pour ce faire, il conviendra de faire réaliser le nivellement des piézomètres par un

<p>géomètre/topographe (cotation en m NGF des points de repère des niveaux d'eaux souterraines).</p> <p><u>Echéance</u> : 2 mois</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier du 21/12/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> le plan de nivellement des piézomètres par un géomètre l'esquisse piézométrique suite à la campagne d'analyse de décembre 2023 <p>Il a été vérifié et constaté sur site le marquage pérenne du nivellement sur les piézomètres Pz2 et Pz3.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que le sens d'écoulement doit être systématiquement réalisé lors des campagnes d'analyses des eaux souterraines.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Dispositions générales - Collecte des effluents liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions générales :</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2. et 4.3, ou non conforme à leurs dispositions est interdit.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, il a été constaté la dégradation d'une des gouttières présente au niveau de la zone de sortie des autoclaves et de stockage du produit de traitement.</p> <p>Une lame de bois était plantée dans la gouttière rendant une connexion possible entre le réseau d'eaux pluviales et le produit de traitement présent sur la zone d'égouttage des bois fraîchement traités.</p> <p>C'est la deuxième fois que ce type d'incident est constaté en inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'article 13.1 de l'arrêté ministériel du 28/06/2021, applicable à compter du 9 décembre 2024 aux rubriques 3700 autorisées et existantes, stipule notamment que :</p>

- les eaux de pluie et les eaux de ruissellement de surface sont tenues à l'écart des zones où sont entreposés ou manipulés les produits chimiques de traitement et des zones où du bois fraîchement traité est entreposé, ainsi que des eaux contaminées.
- Lorsqu'une contamination des eaux de ruissellement et/ou des eaux de nettoyage collectées a été détectée ou est probable et que ces eaux ne sont pas utilisables, elles sont traitées dans une station appropriée de traitement des eaux usées (sur place ou hors site).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 5 mois, l'exploitant devra prendre toutes les mesures nécessaires pour déplacer toutes les gouttières présentes au niveau des sorties d'autoclaves où sont égouttées les bois fraîchement traités afin de supprimer tout risque de contamination des eaux pluviales par les produits chimiques de traitement présents sur la rétention de ces zones.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 11 : Respect des valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2007 modifié par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2018 et de l'article 9.1.3 modifié par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2018 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

"Article 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Code SANDRE	Rejets EP1 Concentration max (mg/l)	Rejets EP2 Concentration max (mg/l)
DCO	1314	300	125
DBO5	1313	-	30
MES	1305	100	35
Hydrocarbures totaux	7009	10	10
Cyperméthrine	1140	0,01	-
Tébuconazole	1694	0,01	-
Propiconazole	1257	0,01	-
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15	-

Ammonium	1335	0,5	-
Acide borique	5919	LQ*	-
IPBC	2741	LQ*	-

* limite de quantification

/.../

Constats :

Concernant la campagne du 2ème semestre 2023, l'inspection a indiqué que les paramètres suivants étaient en dépassement :

- Eaux pluviales EP1 (27/09/2023 et 17/10/2023) : Cuivre (1,2 mg/l pour une VLE de 0,15 mg/l), ammonium (4,6 mg/l pour une VLE de 0,5 mg/l) et acide borique (0,86 mg/l - LQ)
- Eaux souterraines Pz1 (2ème semestre) : acide borique (690 µg/l)

Lors de l'inspection, l'exploitant a donné les résultats bruts du 1er trimestre 2024 reçus par son laboratoire sur EP1 :

- Cuivre : 3,01 mg/l pour une VLE de 0,15 mg/l
- Ammonium : 33,2 mg/l pour une VLE de 0,5 mg/l
- Acide borique : 1,38 mg/l (LQ)
- DCO : 418 mg/l pour une VLE de 300 mg/l

Les paramètres de cuivre, ammonium et acide borique sont encore plus en dépassement. Un problème persiste et des actions sont à mettre en place.

L'exploitant a indiqué qu'il avait mis en place des actions pour supprimer le risque de contamination des eaux pluviales via les chariots de manutention. Aujourd'hui, un seul chariot navigue entre la zone de traitement et la zone d'expédition contre 4 chariots au préalable. Une réflexion est menée pour mettre en place des racks pour ne plus utiliser de chariots en dehors de la zone de traitement.

Un prélèvement sur EP1 a été réalisé lors de la visite sur site. Aucune odeur et couleur bleue n'a été détectée visuellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place **une surveillance visuelle à minima hebdomadaire** des eaux pluviales du point de rejet EP1.

Une fréquence d'analyse mensuelle sur ces paramètres en dépassement est préconisée tant que le problème persiste.

Enfin, **l'exploitant devra respecter ses valeurs limites d'émission**. Pour se faire, il devra déterminer d'où viennent ces dépassements de valeur (réseau d'eaux pluviales défectueux, caniveau de zone de traitement endommagé...), mettre en place des actions correctives et contrôler l'efficacité de ces actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois